



N° d'ordre NNT : 2022LYO20005

THÈSE de DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2

École Doctorale : ED 486

Sciences économiques et de gestion

Discipline : Sciences économiques

Soutenue publiquement le 30 septembre 2022, par :

Siwar KHELIFA

Three Essays in Development Economics.

Devant le jury composé de :

David CRAINICH, Directeur de recherche, CNRS, Président

Rémi BAZILLIER, Professeur des Universités, Université Paris 1, Rapporteur

Terry SICULAR, Professor, University of Western Ontario, Rapporteur

Béatrice REY-FOURNIER, Professeure des Universités, Université Lumière Lyon 2, Co-Directrice de thèse

Sylvie DÉMURGER, Directrice de recherche, CNRS, Co-Directrice de thèse

Contrat de diffusion

Ce document est diffusé sous le contrat *Creative Commons* « [Paternité – pas d'utilisation commerciale - pas de modification](#) » : vous êtes libre de le reproduire, de le distribuer et de le communiquer au public à condition d'en mentionner le nom de l'auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ni l'utiliser à des fins commerciales.

Résumé

Le capital humain est un intrant important pour la réussite sociale et économique d'un pays dans son ensemble et pour chacun de ses individus. Le présent travail propose d'étudier les décisions fondamentales qui affectent l'accumulation de capital humain des individus, à savoir la décision des ménages de migrer et la durée de la migration des individus, et les interventions environnementales des gouvernements.

La migration des parents avec des enfants laissés dans la région d'origine, étant un désinvestissement dans le capital humain des enfants, est, dans cette thèse, alternativement un moyen d'accumuler de la richesse dans le futur par les individus et une stratégie de gestion des risques pour diversifier les revenus des ménages.

Les politiques environnementales sont, cependant, des outils gouvernementaux à grande échelle pour affecter les capacités des individus.

Chapitre 1 'Risques et durée optimale de la migration : le rôle des attitudes à l'égard des risques d'ordre supérieur'

Dans un monde où de nombreuses migrations sont temporaires, le stock de migrants dans n'importe quel pays de destination est, en partie, déterminé par la durée de la migration. Ce qui détermine la durée optimale de la migration est donc d'un intérêt économique immédiat tant pour le pays d'origine que pour le pays de destination. La migration a longtemps été théorisée comme affectée par et affectant les risques. Ces derniers peuvent se rencontrer sous diverses formes, d'où l'importance de comprendre leur impact sur la durée de la migration.

Le chapitre 1 se concentre sur la migration temporaire des parents avec des enfants restés au pays d'origine et considère la durée de la migration comme un désinvestissement temporel dans le capital humain des enfants. Les parents sont confrontés à un problème de transfert de ressources, dans le sens où, en migrant, ils choisissent de sacrifier une partie du capital humain de leurs enfants pour augmenter leur patrimoine accumulé une fois de retour dans le pays d'origine. Les risques affectent-ils la durée de migration de ces parents ? Tous les parents migrants avertis au risque réduisent-ils leur durée de migration face à un risque de revenu dans le pays de destination, et l'augmentent-ils face à un risque de revenu dans le pays d'origine ? Comment réagissent-ils à un risque sur le capital humain de leurs enfants ou à un risque sur leur épargne accumulée ?

Les réponses à ces questions sont importantes tant pour les pays d'origine que pour les pays d'accueil, car la durée prévue de la migration peut affecter les différents choix économiques des migrants, y compris la consommation, l'épargne, les envois de fonds, la participation au marché du travail, les loisirs, les investissements en capital humain et social (par exemple, compétences linguistiques et réseautage) et les profils d'assimilation qui en découlent.

Alors qu'une poignée d'articles ont examiné les effets des chocs de revenu, jusqu'à présent, aucun article, à notre connaissance, n'a exploré empiriquement comment les risques peuvent affecter les périodes de migration, malgré la pertinence du risque dans différentes circonstances. A l'origine de cet écart peut résider la rareté des références théoriques sur les mécanismes sous-jacents à ces effets et les mesures adéquates des différents risques.

Le chapitre 1 fournit un cadre théorique pour modéliser les décisions de migration temporaire des parents ayant des enfants restés au pays d'origine et montre que les parents migrants ne modifient pas nécessairement leur durée de migration lorsqu'ils sont confrontés à une modification des risques, même s'ils sont averses à ce risque. Tout d'abord, je me concentre sur l'examen de la façon dont la durée de migration des parents change lorsqu'ils sont confrontés à des risques purs ou à des risques spéculatifs à moyenne nulle sur le revenu, le capital humain des enfants ou l'épargne accumulée, par rapport à une situation sans risque. Je montre que tous les parents migrants averses au risque ne réagissent pas à ces risques. Des conditions sur leurs autres préférences de risque sont requises pour un changement dans les plans de retour au pays, et selon la nature de ces préférences, la direction du changement, soit une augmentation ou une diminution de leur séjour à l'étranger, est déterminée.

Deuxièmement, j'explore les changements de risque qui augmentent la variance ou les moments d'ordre supérieur des revenus, du capital humain des enfants ou de l'épargne accumulée. De manière similaire au cas précédent, je fournis des conditions suffisantes sur les préférences assurant un changement de leur comportement migratoire, et expliquant l'hétérogénéité des réponses optimales des parents aux changements de risques.

Enfin, en l'absence de risque, je montre que des écarts de revenus plus importants entre le pays de destination et le pays d'origine n'augmentent pas inévitablement la durée de la migration. Ils ne peuvent conduire à des cycles de migration plus longs que si une unité supplémentaire de capital humain de l'enfant devient moins précieuse pour les parents suite à l'augmentation de leur revenu (c'est-à-dire que le revenu et le capital humain de l'enfant sont des substituts). La caractéristique des préférences des parents qui mesurent ce comportement est appelée aversion à la corrélation.

Il est également démontré que l'attitude de corrélation des parents joue un rôle fondamental dans les décisions de durée de migration sous le risque des parents.

Chapitre 2 `La migration rurale-urbaine comme une stratégie d'adaptation au risque : le rôle des écarts de revenu »

Le changement climatique devient un problème sérieux pour différents agents économiques, en particulier les ménages agricoles, en augmentant les risques de revenus pour eux, par exemple à travers l'augmentation de la variance des précipitations et les fluctuations de température. Les ménages ruraux des pays en développement sont particulièrement vulnérables à ces effets du changement climatique, compte tenu de l'absence ou de l'inefficacité des marchés formels d'assurance et de crédit. Bien qu'il existe de nombreuses preuves sur l'utilisation de la migration comme stratégie de gestion des risques par ces ménages, on sait peu de choses sur les mécanismes qui affectent l'utilisation de cette stratégie particulière, lorsque les accords informels de partage des risques peuvent devenir inefficaces. Cette question est particulièrement sensible pour le débat sur le bien-être et la pauvreté des

ménages agricoles, ainsi que sur la répartition de la main-d'œuvre entre les marchés locaux et étrangers.

Deux raisons possibles de ce manque de littérature sont d'une part, la difficulté d'accéder aux bases de données contenant des informations sur le revenu et la migration au niveau des ménages, et d'autre part, l'accent mis par la théorie de la migration sur les différents déterminants de la décision de migration séparément, tout en négligeant les interactions potentielles entre eux.

Dans un contexte à risque, la migration est considérée comme une importante stratégie de gestion des risques, même en l'absence d'écarts de revenus. Cependant, des travaux empiriques montrent que, parfois, le risque inhibe la migration depuis les zones rurales. À ce jour, rien n'est connu sur la façon dont les différentiels de revenu affectent la décision de migrer en présence d'un risque de revenu global.

Pour étudier cette question, le chapitre 2 construit un modèle de ménage agricole, avec au moins un enfant, où le parent peut migrer comme un moyen de diversification des revenus contre le risque. En utilisant des données provenant de la Chine rurale et en appliquant une procédure de Heckman et Lee pour calculer les écarts de revenu attendus, nous estimons les hypothèses du modèle théorique. Nous constatons qu'une différence de revenu négative attendue entre les zones urbaine et rurale, dans le cas d'un risque de revenu global, diminue la probabilité de migration en tant que stratégie de gestion du risque, par rapport à une situation où la différence de revenu attendue est positive. Nous montrons également que cet effet diminue avec des niveaux plus élevés de différentiel de revenu. De plus, comme nous nous concentrons sur la migration des parents, le bien-être du ménage dépend non seulement de leurs revenus mais aussi du capital humain de leurs enfants. Notre modèle montre que l'utilité marginale du revenu du ménage augmente à mesure que le capital humain des enfants se détériore, ce qui suggère que les ménages ruraux chinois considérés sont averses à la corrélation, c'est-à-dire que dans le cas d'un risque de revenu agricole, chaque unité monétaire supplémentaire est plus souhaitable pour le ménage lorsque les enfants ont des résultats scolaires inférieurs. Ce résultat suggère que, dans un contexte de migration, si le différentiel de revenu est positif et que le ménage est confronté à un risque de revenu, les parents dont les enfants réussissent mal à l'école peuvent être plus susceptibles de migrer que les parents dont les enfants réussissent mieux.

Chapitre 3 'Effets à long terme des politiques environnementales sur les performances scolaires : preuves de la Chine'

Le chapitre 3 traite de l'importance des conditions de la petite enfance, en particulier celles qui peuvent être contrôlées par les décideurs politiques, dans la détermination des capacités à long terme en matière de capital humain.

Alors que les effets à court terme de la pollution de l'air dans les pays en développement ont été largement documentés, on sait peu de choses sur la question de savoir si l'exposition à la mise en œuvre d'une politique environnementale, tôt dans la vie, affecte les capacités à long terme des adultes, et si c'est le cas, dans quelle direction.

Deux raisons principales peuvent expliquer cet écart. Premièrement, les réglementations environnementales dans les pays en développement sont rares et lorsqu'elles existent, elles ne sont pas suffisamment appliquées ou ne permettent pas une analyse empirique appropriée. Deuxièmement, une difficulté importante dans l'exploration des effets des conditions durant la grossesse et la petite enfance sur les résultats à l'âge adulte est le temps qu'il faudra attendre pour pouvoir collecter les données.

La politique des « deux zones de contrôle » (TCZ), mise en œuvre en Chine en 1998, offre une étude de cas parfaite pour examiner les effets de l'exposition à une politique environnementale tôt dans la vie, car elle n'a été strictement appliquée que dans des régions particulières du pays. Pour surmonter la deuxième difficulté d'obtenir des données sur les résultats à long terme, les impacts sur les résultats des jeunes âges sont explorés, tout en montrant à quel point ces derniers sont prédictifs des résultats à plus long terme.

En utilisant des données provenant de la Chine rurale et urbaine et en appliquant une approche de différence dans les différences, nous trouvons des effets positifs et significatifs de l'exposition à la politique TCZ, dans l'année de naissance, sur les résultats scolaires à long terme des enfants, 15 ans plus tard. En particulier, nous constatons qu'en l'absence de la politique TCZ, les personnes nées dans des comtés désignés comme TCZ auraient été moins susceptibles d'obtenir des scores élevés à l'examen d'entrée au lycée et donc moins susceptibles de fréquenter un lycée de haute qualité. Ils auraient également été moins susceptibles d'opter pour un lycée académique, au lieu d'un lycée spécialisé/technique qui se concentre sur la formation au travail manuel.

En projetant vers l'avenir, nous suggérons également de meilleurs résultats futurs dans l'enseignement supérieur et sur le marché du travail, résultant de la possibilité de fréquenter des écoles secondaires académiques et de meilleure qualité.

En examinant plus spécifiquement les effets selon le sexe et selon le statut socio-économique, nous constatons que des avantages importants associés à la politique de TCZ concernent les filles et les enfants nés à des pères peu scolarisés. Ces résultats suggèrent que les réglementations environnementales peuvent être utilisées comme un mécanisme possible pour réduire les disparités dans les performances scolaires. Cependant, nous ne trouvons pas d'impacts différentiels entre les enfants exposés à la mise en œuvre de la politique TCZ à l'âge de 1 à 5 ans, en termes de probabilité de fréquenter un lycée de qualité supérieure ou un lycée académique, bien que cela n'implique pas l'absence d'effets positifs pour ces cohortes d'âge.